

1- IDENTIFICATION DU CÉDANT

☐ ENTREPRISE

Nom de l'entreprise

N° de l'entreprise

Représentant désigné :

Nom

Prénom

Fonction

ou

☐ PARTICULIER

Nom

Prénom

Date de naissance

Adresse (numéro, rue, route rurale ou casier postal)

App.

Ville, village ou municipalité

Province

Pays

Code postal

Ind. rég. téléphone (cellulaire)

Ind. rég. téléphone (bureau)

Poste

Ind. rég. télécopieur

Adresse de courrier électronique

2- IDENTIFICATION DU CESSIONNAIRE

☐ ENTREPRISE

Nom de l'entreprise

N° de l'entreprise

Représentant désigné :

Nom

Prénom

Fonction

ou

☐ PARTICULIER

Nom

Prénom

Date de naissance

Adresse (numéro, rue, route rurale ou casier postal)

App.

Ville, village ou municipalité

Province

Pays

Code postal

Ind. rég. téléphone (cellulaire)

Ind. rég. téléphone (bureau)

Poste

Ind. rég. télécopieur

Adresse de courrier électronique

3- LISTE DES QUOTES-PARTS À CÉDER

Le cédant cède au cessionnaire une quote-part de ses droits dans les licences ci-dessous :

LICENCES FAISANT L'OBJET DE LA CESSION				
Numéro de la licence	Date d'émission	Superficie	Quote-part actuelle	Quote-part à céder

Les puits qui ne sont pas fermés définitivement, qui sont sous la responsabilité du cédant et qui ne font pas partie de la transaction, veuillez communiquer auprès du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles afin de connaître la procédure.

4- DOCUMENTS À JOINDRE

La liste des documents à joindre à la présente demande de cession est mentionnée à l'annexe 3.

5- SIGNATURE

CÉDANT

☐ ENTREPRISE

Je, soussigné (e), \_\_\_\_\_, (représentant désigné du cédant), affirme que le cédant n'est pas en défaut de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la *Loi sur les hydrocarbures* (RLRQ, , chapitre H-4.2; ci-après : « Loi ») ou de ses règlements afférents (article 110 du *Règlement sur les licences d'exploration, de production et de stockage d'hydrocarbures et autorisation de construction ou d'utilisation d'un pipeline* (RLRQ, chapitre H-4.2, r. 3; ci-après : « RLEPSHACUP »)).

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

Témoïn :

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Nom (lettres moulées) : \_\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

☐ PARTICULIER

Je, soussigné (e), \_\_\_\_\_, (cédant), affirme ne pas être en défaut de respecter les obligations qui m'incombent en vertu de la *Loi sur les hydrocarbures* ou de ses règlements afférents (article 110 RLEPSHACUP).

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

Témoïn :

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Nom (lettres moulées) : \_\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

CESSIONNAIRE

☐ ENTREPRISE

Je, soussigné (e), \_\_\_\_\_, (représentant désigné du cessionnaire), affirme que le cessionnaire n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une révocation de licence ou de quote-part de licence (article 111 RLEPSHACUP).

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

Témoïn :

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Nom (lettres moulées) : \_\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

☐ **PARTICULIER**

Je, soussigné (e), \_\_\_\_\_, (le cessionnaire), affirme ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une révocation de licence ou de quote-part de licence (article 111 RLEPSHACUP).

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

**Témoïn :**

Signé à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

Nom (lettres moulées) : \_\_\_\_\_.

Signature : \_\_\_\_\_.

Réservé au ministère				
<div></div>				
<div></div> Date de réception	<div>Honoraires d'inscription (article 173 RLEPSHACUP)</div>	<div>Nombre d'inscriptions</div>	<div>_____ \$</div>	<div>Sceau du Registraire</div>
	<div>Signature de la personne autorisée</div>			

Nous rappelons que le cessionnaire a l'obligation d'informer les propriétaires ou locataires, les municipalités locales et les municipalités régionales de comté de la cession une fois celle-ci conclue (article 115 RLEPSHACUP), et ce, conformément aux modalités du RLEPSHACUP (article 5 RLEPSHACUP).

Nous rappelons également que le cessionnaire doit respecter les dispositions relatives au Comité de suivi tel qu'indiqué au chapitre II de la section II du RLEPSHACUP.

ANNEXE 1      Liste des puits cédés

Pour chaque puits qui n’est pas fermé définitivement sur une licence et qui fait l’objet d’une cession, le cessionnaire doit transmettre une demande d'autorisation de forage (article 113 RLEPSHACUP). Ces puits doivent être énumérés dans le tableau ci-dessous :

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

ANNEXE 2      Liste des puits à fermer définitivement

Pour chaque puits devant être fermé définitivement sur une licence et qui fait l'objet d'une cession, le cédant doit transmettre une demande d'autorisation de fermeture définitive puits. Ces puits doivent être énumérés dans le tableau ci-dessous :

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

Numéro de licence :	
Numéro de puits	Statut

## ANNEXE 3 Documents à joindre à la demande de cession d'une quote-part<sup>1</sup>

### A- Dans le cas d'une cession complète d'une quote-part sans puits, la demande de cession doit être accompagnée :

- ☐ Du formulaire (article 112 alinéa 1 RLEPSHACUP).
- ☐ Si le cessionnaire n'est pas déjà titulaire ou co-titulaire d'une licence, démontrer la capacité technique et financière de ce dernier en transmettant :
  - ✓ ses états financiers annuels les plus récents vérifiés par un auditeur indépendant;
  - ✓ ses principaux domaines d'activités;
  - ✓ son champ de spécialisation;
  - ✓ son expérience; et
  - ✓ ses principales réalisations.
- ☐ D'une nouvelle preuve de solvabilité par le cessionnaire (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas d'une cession de licence d'exploration pour laquelle le cédant était responsable du programme d'exploration, une mise à jour du sommaire des travaux d'exploration demandés à l'article 33 (4°) RLEPSHACUP par le cessionnaire<sup>2</sup> (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire acquiert la majorité des parts dans le droit d'exploration, de production ou de stockage, une mise à jour de la preuve de solvabilité prévue à l'article 165 RLEPSHACUP si le cédant était responsable de la preuve de solvabilité (article 116 alinéa 2 (2°) RLEPSHACUP).
- ☐ D'une désignation d'un représentant auprès du ministre s'il y a un changement (article 116 alinéa 2 (3°) RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire souhaite modifier la composition du Comité de suivi, un nouveau processus de nomination au ministre pour approbation (article 114 RLEPSHACUP).
- ☐ Du rapport des travaux minimums réalisés en vertu de la licence (équivalent du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 31 *Loi sur les hydrocarbures* (RLRQ, chapitre H-4.2; ci-après : « Loi »)).
- ☐ Du paiement pour chaque inscription au Registre public des droits réels et immobiliers au montant indiqué à l'article 173 alinéa 1 (1°) RLEPSHACUP.

### B- Dans le cas d'une cession partielle d'une quote-part sans puits, la demande de cession doit être accompagnée :

- ☐ Du formulaire (article 112 alinéa 1 RLEPSHACUP).
- ☐ Si le cessionnaire n'est pas déjà titulaire ou co-titulaire d'une licence, démontrer la capacité technique et financière de ce dernier en transmettant :
  - ✓ ses états financiers annuels les plus récents vérifiés par un auditeur indépendant;
  - ✓ ses principaux domaines d'activités;
  - ✓ son champ de spécialisation;
  - ✓ son expérience; et
  - ✓ ses principales réalisations.
- ☐ D'une nouvelle preuve de solvabilité par le cessionnaire (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas d'une cession de licence d'exploration pour laquelle le cédant était responsable du programme d'exploration, une mise à jour du sommaire des travaux d'exploration demandés à l'article 33 (4°) RLEPSHACUP par le cessionnaire<sup>3</sup> (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire acquiert la majorité des parts dans le droit d'exploration, de production ou de stockage, une mise à jour de la preuve de solvabilité prévue à l'article 165 RLEPSHACUP si le cédant était responsable de la preuve de solvabilité (article 116 alinéa 2 (2°) RLEPSHACUP).
- ☐ D'une désignation d'un représentant auprès du ministre s'il y a un changement (article 116 alinéa 2 (3°) RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire souhaite modifier la composition du Comité de suivi, un nouveau processus de nomination au ministre pour approbation (article 114 RLEPSHACUP).
- ☐ Du rapport des travaux minimums réalisés en vertu de la licence (équivalent du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 31 *Loi sur les hydrocarbures* (RLRQ, chapitre H-4.2; ci-après : « Loi »)).
- ☐ Du paiement pour chaque inscription au Registre public des droits réels et immobiliers au montant indiqué à l'article 173 alinéa 1 (1°) RLEPSHACUP.

<sup>1</sup> 100 % d'une quote-part du cédant vers le cessionnaire (cession complète d'une quote-part) ou un certain pourcentage d'une quote-part du cédant vers le cessionnaire (cession partielle d'une quote-part).

<sup>2</sup> Non requis actuellement en raison de l'article 285 de la Loi sur les hydrocarbures (RLRQ, chapitre H-4.2).

<sup>3</sup> Non requis actuellement en raison de l'article 285 de la Loi sur les hydrocarbures (RLRQ, chapitre H-4.2).

**C- Dans le cas d'une cession complète d'une quote-part avec des puits qui ne sont pas fermés définitivement, dont certains de ces puits seront cédés, la demande de cession doit être accompagnée<sup>4</sup> :**

- ☐ Du formulaire (article 112 alinéa 1 RLEPSHACUP).
- ☐ Si le cessionnaire n'est pas déjà titulaire ou co-titulaire d'une licence, démontrer la capacité technique et financière de ce dernier en transmettant :
  - ✓ ses états financiers annuels les plus récents vérifiés par un auditeur indépendant;
  - ✓ ses principaux domaines d'activités;
  - ✓ son champ de spécialisation;
  - ✓ son expérience; et
  - ✓ ses principales réalisations.
- ☐ D'une nouvelle preuve de solvabilité par le cessionnaire (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas d'une cession de licence d'exploration pour laquelle le cédant était responsable du programme d'exploration, une mise à jour du sommaire des travaux d'exploration demandés à l'article 33 (4°) RLEPSHACUP par le cessionnaire<sup>5</sup> (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire acquiert la majorité des parts dans le droit d'exploration, de production ou de stockage, une mise à jour de la preuve de solvabilité prévue à l'article 165 RLEPSHACUP si le cédant était responsable de la preuve de solvabilité (article 116 alinéa 2 (2°) RLEPSHACUP).
- ☐ D'une désignation d'un représentant auprès du ministre s'il y a un changement (article 116 alinéa 2 (3°) RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire souhaite modifier la composition du Comité de suivi, un nouveau processus de nomination au ministre pour approbation (article 114 RLEPSHACUP).
- ☐ Du rapport des travaux minimums réalisés en vertu de la licence (équivalent du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 31 *Loi sur les hydrocarbures* (RLRQ, chapitre H-4.2; ci-après : « Loi »)).
- ☐ Du paiement pour chaque inscription au Registre public des droits réels et immobiliers au montant indiqué à l'article 173 alinéa 1 (1°) RLEPSHACUP.
- ☐ D'une démonstration que les puits transférés appartiennent bien au cédant.
- ☐ D'une demande du cédant d'être relevé de ces obligations liées au plan de fermeture et à la garantie (article 112 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse en vue de la délivrance du certificat de libération au montant indiqué à l'article 323 du *Règlement sur les activités d'exploration, de production et de stockage d'hydrocarbures en milieu terrestre* (RLRQ, chapitre H-4.2, r. 2; ci-après : « RAEP SHMT »).
- ☐ Une demande d'autorisation de forage adaptée produite par le cessionnaire (article 113 RLEPSHACUP).
- ☐ Du paiement pour les frais de délivrance de l'autorisation de forage au montant indiqué à du paragraphe 5° de l'alinéa 1 de l'article 122 RAEP SHMT.
- ☐ Si le cessionnaire conserve le plan de fermeture du cédant, le plan devra être signé et scellé par un ingénieur engagé par le cessionnaire.
- ☐ Si le cessionnaire ne conserve pas le plan de fermeture du cédant, un nouveau plan de fermeture produit par le cessionnaire (article 101 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse du plan de fermeture par le cessionnaire si un nouveau plan est produit par ce dernier au montant indiqué à l'article 322 alinéa 1 RAEP SHMT.
- ☐ Peu importe que le cessionnaire utilise le plan de fermeture du cédant ou qu'il en produise un nouveau, une nouvelle garantie liée au plan de fermeture définitive de puits ou de réservoir et de restauration de site produit par le cessionnaire (article 103 Loi et articles 317 et ss. RAEP SHMT).

**si des puits doivent être fermés définitivement avant la cession, joindre également à la demande :**

- ☐ Une mise à jour du plan de fermeture définitive de puits ou de réservoir et de restauration de site le cas échéant.
- ☐ Le paiement pour les frais d'analyse lié à la révision du plan de fermeture au montant indiqué à l'article 322 alinéa 2 RAEP SHMT le cas échéant.
- ☐ Une mise à jour de la garantie prévue pour le plan de fermeture de puits (article 103 LHQ).
- ☐ Une demande d'autorisation de fermeture définitive de puits par le titulaire (Voir liste de vérification pour une telle demande).

<sup>4</sup> Les puits qui ne sont pas fermés définitivement et qui ne sont pas transférés doivent être fermés définitivement avant de pouvoir traiter la cession.

<sup>5</sup> Non requis actuellement en raison de l'article 285 de la Loi sur les hydrocarbures (RLRQ, chapitre H-4.2).

**lorsque les travaux de fermeture définitive de puits seront complétés, les documents suivants devront être transmis :**

- ☐ Une attestation de l'expert (article 113 LHQ).
- ☐ Une preuve d'enregistrement au registre foncier de la déclaration faisant état de la fermeture définitive (article 98 LHQ).
- ☐ Le paiement des frais exigibles pour les inspections en vue de la délivrance du certificat de libération (article 323 alinéa 2 RAEPSHMT).

**D- Dans le cas d'une cession partielle d'une quote-part avec des puits qui ne sont pas fermés définitivement, dont certains de ces puits seront cédés, la demande de cession doit être accompagnée<sup>6</sup> :**

- ☐ Du formulaire (article 112 alinéa 1 RLEPSHACUP).
- ☐ Si le cessionnaire n'est pas déjà titulaire ou co-titulaire d'une licence, démontrer la capacité technique et financière de ce dernier en transmettant :
  - ✓ ses états financiers annuels les plus récents vérifiés par un auditeur indépendant;
  - ✓ ses principaux domaines d'activités;
  - ✓ son champ de spécialisation;
  - ✓ son expérience; et
  - ✓ ses principales réalisations.
- ☐ D'une nouvelle preuve de solvabilité par le cessionnaire (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas d'une cession de licence d'exploration pour laquelle le cédant était responsable du programme d'exploration, une mise à jour du sommaire des travaux d'exploration demandés à l'article 33 (4°) RLEPSHACUP par le cessionnaire<sup>7</sup> (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire acquiert la majorité des parts dans le droit d'exploration, de production ou de stockage, une mise à jour de la preuve de solvabilité prévue à l'article 165 RLEPSHACUP si le cédant était responsable de la preuve de solvabilité (article 116 alinéa 2 (2°) RLEPSHACUP).
- ☐ D'une désignation d'un représentant auprès du ministre s'il y a un changement (article 116 alinéa 2 (3°) RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire souhaite modifier la composition du Comité de suivi, un nouveau processus de nomination au ministre pour approbation (article 114 RLEPSHACUP).
- ☐ Du rapport des travaux minimums réalisés en vertu de la licence (équivalent du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 31 *Loi sur les hydrocarbures* (RLRQ, chapitre H-4.2; ci-après : « Loi »).
- ☐ Du paiement pour chaque inscription au Registre public des droits réels et immobiliers au montant indiqué à l'article 173 alinéa 1 (1°) RLEPSHACUP.
- ☐ D'une démonstration que les puits transférés appartiennent bien au cédant.
- ☐ D'une demande du cédant d'être relevé de ces obligations liées au plan de fermeture et à la garantie (article 112 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse en vue de la délivrance du certificat de libération au montant indiqué à l'article 323 du *Règlement sur les activités d'exploration, de production et de stockage d'hydrocarbures en milieu terrestre* (RLRQ, chapitre H-4.2, r. 2; ci-après : « RAEPSHMT »).
- ☐ Une demande d'autorisation de forage adaptée produite par le cessionnaire (article 113 RLEPSHACUP).
- ☐ Du paiement pour les frais de délivrance de l'autorisation de forage au montant indiqué à du paragraphe 5° de l'alinéa 1 de l'article 122 RAEPSHMT.
- ☐ Si le cessionnaire conserve le plan de fermeture du cédant, le plan devra être signé et scellé par un ingénieur engagé par le cessionnaire.
- ☐ Si le cessionnaire ne conserve pas le plan de fermeture du cédant, un nouveau plan de fermeture produit par le cessionnaire (article 101 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse du plan de fermeture par le cessionnaire si un nouveau plan est produit par ce dernier au montant indiqué à l'article 322 alinéa 1 RAEPSHMT.
- ☐ Peu importe que le cessionnaire utilise le plan de fermeture du cédant ou qu'il en produise un nouveau, une nouvelle garantie liée au plan de fermeture définitive de puits ou de réservoir et de restauration de site produit par le cessionnaire (article 103 Loi et articles 317 et ss. RAEPSHMT).

<sup>6</sup> Préc., note 4.

<sup>7</sup> Non requis actuellement en raison de l'article 285 de la Loi sur les hydrocarbures (RLRQ, chapitre H-4.2).  
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles



**si des puits doivent être fermés définitivement avant la cession, joindre également à la demande :**

- ☐ Une mise à jour du plan de fermeture définitive de puits ou de réservoir et de restauration de site le cas échéant.
- ☐ Le paiement pour les frais d'analyse lié à la révision du plan de fermeture au montant indiqué à l'article 322 alinéa 2 RAEPSHMT le cas échéant.
- ☐ Une mise à jour de la garantie prévue pour le plan de fermeture de puits (article 103 LHQ).
- ☐ Une demande d'autorisation de fermeture définitive de puits par le titulaire (Voir liste de vérification pour une telle demande).

**lorsque les travaux de fermeture définitive de puits seront complétés, les documents suivants devront être transmis :**

- ☐ Une attestation de l'expert (article 113 LHQ).
- ☐ Une preuve d'enregistrement au registre foncier de la déclaration faisant état de la fermeture définitive (article 98 LHQ).
- ☐ Le paiement des frais exigibles pour les inspections en vue de la délivrance du certificat de libération (article 323 alinéa 2 RAEPSHMT).

**E- Dans le cas d'une cession complète d'une quote-part avec des puits qui ne sont pas fermés définitivement, dont tous les puits seront cédés, la demande de cession doit être accompagnée :**

- ☐ Du formulaire (article 112 alinéa 1 RLEPSHACUP).
- ☐ Si le cessionnaire n'est pas déjà titulaire ou co-titulaire d'une licence, démontrer la capacité technique et financière de ce dernier en transmettant :
  - ✓ ses états financiers annuels les plus récents vérifiés par un auditeur indépendant;
  - ✓ ses principaux domaines d'activités;
  - ✓ son champ de spécialisation;
  - ✓ son expérience; et
  - ✓ ses principales réalisations.
- ☐ D'une nouvelle preuve de solvabilité par le cessionnaire (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas d'une cession de licence d'exploration pour laquelle le cédant était responsable du programme d'exploration, une mise à jour du sommaire des travaux d'exploration demandés à l'article 33 (4°) RLEPSHACUP par le cessionnaire<sup>8</sup> (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire acquiert la majorité des parts dans le droit d'exploration, de production ou de stockage, une mise à jour de la preuve de solvabilité prévue à l'article 165 RLEPSHACUP si le cédant était responsable de la preuve de solvabilité (article 116 alinéa 2 (2°) RLEPSHACUP).
- ☐ D'une désignation d'un représentant auprès du ministre s'il y a un changement (article 116 alinéa 2 (3°) RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire souhaite modifier la composition du Comité de suivi, un nouveau processus de nomination au ministre pour approbation (article 114 RLEPSHACUP).
- ☐ Du rapport des travaux minimums réalisés en vertu de la licence (équivalent du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 31 *Loi sur les hydrocarbures* (RLRQ, chapitre H-4.2; ci-après : « Loi »)).
- ☐ Du paiement pour chaque inscription au Registre public des droits réels et immobiliers au montant indiqué à l'article 173 alinéa 1 (1°) RLEPSHACUP.
- ☐ D'une démonstration que les puits transférés appartiennent bien au cédant.
- ☐ D'une demande du cédant d'être relevé de ces obligations liées au plan de fermeture et à la garantie (article 112 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse en vue de la délivrance du certificat de libération au montant indiqué à l'article 323 du *Règlement sur les activités d'exploration, de production et de stockage d'hydrocarbures en milieu terrestre* (RLRQ, chapitre H-4.2, r. 2; ci-après : « RAEPSHMT »).
- ☐ Une demande d'autorisation de forage adaptée produite par le cessionnaire (article 113 RLEPSHACUP).
- ☐ Du paiement pour les frais de délivrance de l'autorisation de forage au montant indiqué à du paragraphe 5° de l'alinéa 1 de l'article 122 RAEPSHMT.
- ☐ Si le cessionnaire conserve le plan de fermeture du cédant, le plan devra être signé et scellé par un ingénieur engagé par le cessionnaire.

<sup>8</sup> Non requis actuellement en raison de l'article 285 de la Loi sur les hydrocarbures (RLRQ, chapitre H-4.2).  
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

- ☐ Si le cessionnaire ne conserve pas le plan de fermeture du cédant, un nouveau plan de fermeture produit par le cessionnaire (article 101 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse du plan de fermeture par le cessionnaire si un nouveau plan est produit par ce dernier au montant indiqué à l'article 322 alinéa 1 RAEPSHMT.
- ☐ Peu importe que le cessionnaire utilise le plan de fermeture du cédant ou qu'il en produise un nouveau, une nouvelle garantie liée au plan de fermeture définitive de puits ou de réservoir et de restauration de site produit par le cessionnaire (article 103 Loi et articles 317 et ss. RAEPSHMT).

**F- Dans le cas d'une cession partielle d'une quote-part avec des puits qui ne sont pas fermés définitivement, dont tous les puits seront cédés, la demande de cession doit être accompagnée :**

- ☐ Du formulaire (article 112 alinéa 1 RLEPSHACUP).
- ☐ Si le cessionnaire n'est pas déjà titulaire ou co-titulaire d'une licence, démontrer la capacité technique et financière de ce dernier en transmettant :
  - ✓ ses états financiers annuels les plus récents vérifiés par un auditeur indépendant;
  - ✓ ses principaux domaines d'activités;
  - ✓ son champ de spécialisation;
  - ✓ son expérience; et
  - ✓ ses principales réalisations.
- ☐ D'une nouvelle preuve de solvabilité par le cessionnaire (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas d'une cession de licence d'exploration pour laquelle le cédant était responsable du programme d'exploration, une mise à jour du sommaire des travaux d'exploration demandés à l'article 33 (4°) RLEPSHACUP par le cessionnaire<sup>9</sup> (article 112 alinéa 2 RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire acquiert la majorité des parts dans le droit d'exploration, de production ou de stockage, une mise à jour de la preuve de solvabilité prévue à l'article 165 RLEPSHACUP si le cédant était responsable de la preuve de solvabilité (article 116 alinéa 2 (2°) RLEPSHACUP).
- ☐ D'une désignation d'un représentant auprès du ministre s'il y a un changement (article 116 alinéa 2 (3°) RLEPSHACUP).
- ☐ Dans le cas où le cessionnaire souhaite modifier la composition du Comité de suivi, un nouveau processus de nomination au ministre pour approbation (article 114 RLEPSHACUP).
- ☐ Du rapport des travaux minimums réalisés en vertu de la licence (équivalent du 2° alinéa de l'article 31 *Loi sur les hydrocarbures* (RLRQ, chapitre H-4.2; ci-après : « Loi »)).
- ☐ Du paiement pour chaque inscription au Registre public des droits réels et immobiliers au montant indiqué à l'article 173 alinéa 1 (1°) RLEPSHACUP.
- ☐ D'une démonstration que les puits transférés appartiennent bien au cédant.
- ☐ D'une demande du cédant d'être relevé de ces obligations liées au plan de fermeture et à la garantie (article 112 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse en vue de la délivrance du certificat de libération au montant indiqué à l'article 323 du *Règlement sur les activités d'exploration, de production et de stockage d'hydrocarbures en milieu terrestre* (RLRQ, chapitre H-4.2, r. 2; ci-après : « RAEPSHMT »).
- ☐ Une demande d'autorisation de forage adaptée produite par le cessionnaire (article 113 RLEPSHACUP).
- ☐ Du paiement pour les frais de délivrance de l'autorisation de forage au montant indiqué à du paragraphe 5° de l'alinéa 1 de l'article 122 RAEPSHMT.
- ☐ Si le cessionnaire conserve le plan de fermeture du cédant, le plan devra être signé et scellé par un ingénieur engagé par le cessionnaire.
- ☐ Si le cessionnaire ne conserve pas le plan de fermeture du cédant, un nouveau plan de fermeture produit par le cessionnaire (article 101 Loi).
- ☐ Du paiement pour les frais d'analyse du plan de fermeture par le cessionnaire si un nouveau plan est produit par ce dernier au montant indiqué à l'article 322 alinéa 1 RAEPSHMT.
- ☐ Peu importe que le cessionnaire utilise le plan de fermeture du cédant ou qu'il en produise un nouveau, une nouvelle garantie liée au plan de fermeture définitive de puits ou de réservoir et de restauration de site produit par le cessionnaire (article 103 Loi et articles 317 et ss. RAEPSHMT).

<sup>9</sup> Non requis actuellement en raison de l'article 285 de la Loi sur les hydrocarbures (RLRQ, chapitre H-4.2).  
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

**ANNEXE 4      Droits et obligations faisant l’objet de la cession**

Toute licence d’exploration cédée en vertu du présent formulaire comprend la cession des droits et obligations afférents à cette licence, soit ceux prévus aux articles 15 et 25 à 40 de la Loi, de même que ses règlements d’application.

Toute licence de production cédée en vertu du présent formulaire comprend la cession des droits et obligations afférents à cette licence, soit ceux prévus aux articles 15 et 51 à 64 de la Loi, de même que ses règlements d’application.

Toute licence de stockage cédée en vertu du présent formulaire comprend la cession des droits et obligations afférents à cette licence, soit ceux prévus aux articles 15, 51 à 61 et 65 à 67 de la Loi, de même que ses règlements d’application.